



PRÉFET DE LA REGION PAYS DE LA LOIRE

ARRÊTÉ

**portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R122-3 du code de l'environnement**

**Création de huit emplacements et modification du périmètre
du camping des « Genêts » sur la commune de Saint-Jean-de-Monts (85)**

LE PREFET DE LA REGION PAYS DE LA LOIRE

Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu la directive 2011/92/UE du parlement européen et du conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
 - Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;
 - VU le décret n° 2004 -374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 - Vu l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie en date du 22 mai 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;
 - Vu l'arrêté du préfet de région n°2012/SGAR/n°190 en date du 25 juin 2012 portant délégation de signature à monsieur Hubert FERRY-WILCZEK, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
 - Vu la demande d'examen au cas par cas n° F05212P0011 relative à la création de huit emplacements et la modification du périmètre du camping « des Genêts » sur la commune de Saint-Jean-de-Monts déposée par Sun Marina et considérée complète le 30 juillet 2012 ;
 - Vu l'avis de l'agence régionale de santé en date du 7 août 2012 ;
 - Vu l'avis monsieur le préfet de la Vendée en date du 9 août 2012 ;
- Considérant que le projet consiste à créer huit nouveaux emplacements destinés à recevoir des mobil-homes et à modifier le périmètre du camping des Genêts, sur la commune de Saint-Jean-de-Monts ;
- Considérant que le site sur lequel le projet s'implantera, n'est concerné ni par une zone inventoriée ou protégée au titre du patrimoine naturel ni par un zonage réglementaire attestant d'une sensibilité environnementale particulière (zone 1AUI au plan local d'urbanisme) ;
- Considérant que cette extension, au regard de l'ampleur du camping existant (trois cent quatre-vingt-six emplacements), est de faible surface ;
- Considérant qu'ainsi, au regard des éléments fournis, ce projet n'est pas de nature par son ampleur, son implantation et ses impacts à justifier la production d'une étude d'impact ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de création de huit emplacements et de modification du périmètre du camping « des Genêts » sur la commune de Saint-Jean-de-Monts est dispensé d'étude d'impact.

Article 2 :

Le présent arrêté, délivré en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

Cet arrêté sera publié sur le site internet de la DREAL des Pays de la Loire, rubrique Connaissance et évaluation puis, évaluation environnementale.

Fait à Nantes, le 26 AOUT 2012
Le directeur régional de l'environnement
de l'aménagement et du logement
des Pays de la Loire

Hubert FERRY-WILCZEK

Délais et voies de recours

1- Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Monsieur le préfet de la région Pays de la Loire

Adresse postale : DREAL Pays de la Loire, SCTE/DEE, 34 place Viarme – BP 32205 – 44022 Nantes Cédex1
(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après :

2- Décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux : Monsieur le préfet de la région Pays de la Loire

Adresse postale : DREAL Pays de la Loire, SCTE/DEE, 34 place Viarme – BP 32205 – 44022 Nantes Cédex1
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique : Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Adresse postale : Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
95055 Paris-La-défense cédex

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux : Tribunal administratif compétent

(Formé dans le délai de deux mois à compter de la notification ou publication de la décision ou, en cas de recours gracieux ou hiérarchique, dans un délai de deux mois à compter du rejet de ce recours).